

Réforme militaire

# Des fonctionnaires à la place des casernes

**R**ÉFORME militaire, avant-dernière ligne droite : Hubert Falco, secrétaire d'Etat à l'Aménagement du territoire, signera ce soir, dans son ministère, en présence des élus locaux concernés, le premier « contrat de redynamisation de site de défense » comportant une délocalisation d'emplois publics. Il s'agit, en clair, de la première opération prévoyant le remplacement d'une caserne de soldats par des fonctionnaires. Ainsi, quelque 300 agents du Setra (Service

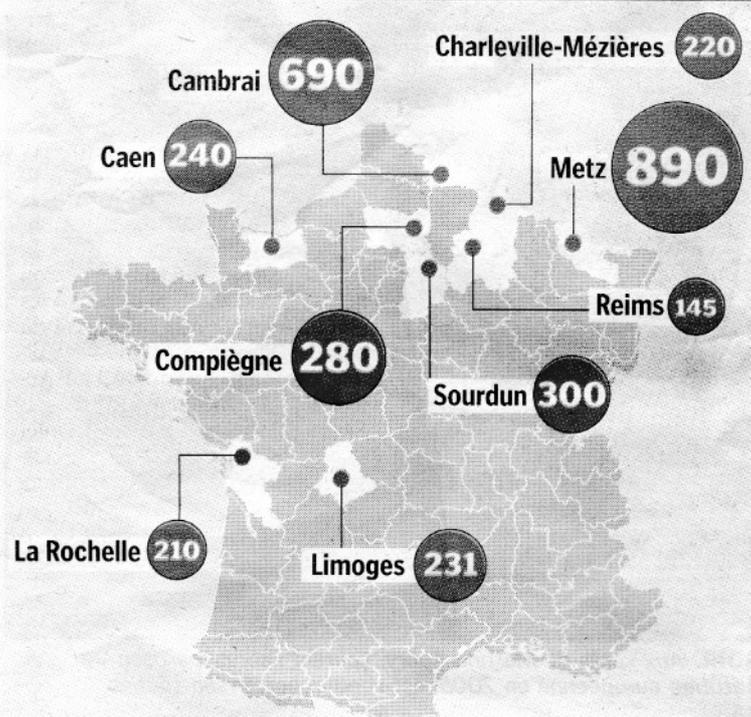
d'études techniques des routes et autoroutes), jusque-là installés à Bagneux (Hauts-de-Seine), déménageront d'ici au 31 décembre 2010 à Sourdon, petit village bucolique situé à 5 km de Provins (Seine-et-Marne). Ils prendront la place des 300 militaires du 2<sup>e</sup> régiment de hussards, qui partiront cet été.

Problème, la grande majorité des ingénieurs et des techniciens de haut niveau du Setra ont déjà annoncé qu'ils n'iraient pas à Sourdon ! Mais Hubert Falco a le sentiment du de-

voir accompli et prend les choses avec philosophie : « Avez-vous déjà vu une réforme qui ne fasse pas râler ? Je l'assume et, de toute façon, on ne reculera pas. » Il préfère mettre l'accent sur les compensations : « A Provins, ils vont avoir une zone franche de 44 000 ha, souligne-t-il. C'est un vrai coup de fouet pour l'économie locale. Ils vont pouvoir ériger une statue à saint Falco... » « A Arras, poursuit le secrétaire d'Etat, le maire récupère 44 ha en plein cœur de la ville, dont une partie est classée au patrimoine mondial de l'Unesco, pour 1 € symbolique ! »

## Les premiers emplois délocalisés

XX Nombre d'agents délocalisés



Source : Secrétariat d'Etat à l'Aménagement du territoire

Ci-dessus, la carte des 3 206 emplois publics qui seront délocalisés, d'ici à 2010, sur les sites militaires.

« Chaque ministère doit faire des propositions »

Après Sourdon, d'autres contrats de site seront signés d'ici à l'été (voir ci-contre la carte, que nous publions en exclusivité). Ainsi, 280 agents de l'Office national des forêts (ONF) s'installeront à Compiègne, des agents de l'Insee partiront à Metz, près du Luxembourg (où se trouve le siège d'Eurostat). « Les bureaux ainsi libérés à Paris seront vendus, pour aider à l'équilibre de l'opération », précise Falco. Nicolas Sarkozy a fixé l'objectif de 5 000 fonctionnaires qui devront, d'ici à 2014, être délocalisés de Paris et sa région vers la province, pour compenser les fermetures de casernes. Falco en est déjà à 3 000.

« Chaque ministère doit faire des propositions », dit-il. A ce jour, le ministère de l'Ecologie fait figure de meilleur de la classe, tandis que l'Intérieur et l'Education nationale traînent les pieds. Mais le ministre assure qu'il arrivera à l'objectif fixé : « Moi, je tiens mes engagements », souligne-t-il. Chargé par Sarkozy du service après-vente de la réforme militaire d'Hervé Morin (ministre de la Défense), Falco est content de lui : « C'est un dossier propre et bien bouclé. Et j'ai tout fait tout seul ! »

NATHALIE SEGAUNES